« C'est un référendum offert aux agriculteurs »

Véronique Le Floc'h, présidente de la Coordination rurale, espère que son syndicat devancera la FNSEA aux élections des Chambres d'agriculture.

Rencontre

Véronique Le Floc'h, présidente de la Coordination rurale (CR).

La Finistérienne Véronique Le Floc'h, présidente de la Coordination rurale, deuxième syndicat agricole français. | PHOTO : MARC OLLIVIER, OUEST-FRANCE

Comment abordez-vous ces élections ?

Nous avons la solide conviction qu'on peut changer les choses afin de mettre fin à « l'agricide ». Cette élection, dans chaque chambre d'agriculture, est un « référendum » offert aux agriculteurs. On espère faire tomber l'alliance FNSEA-Jeunes agriculteurs sous les 50 % et devenir la première organisation syndicale agricole *(devant la FNSEA).* On espère reprendre les chambres perdues en 2019 *(Calvados, Charente)* et, évidemment, en gagner d'autres *(la CR dirige les chambres de Vienne, Haute-Vienne et Lot-et-Garonne).* Ce sont les élections de la dernière chance si on veut sauver notre agriculture. Parce qu'on connaît la finalité du modèle proposé actuellement : à terme 150 000 fermes (390 000 en 2020) financiarisées, des agriculteurs asservis, un cheptel divisé par deux, la hausse des importations.

Quelles priorités voulez-vous porter ?

Notre projet est celui de tous les agriculteurs. On doit les mettre dans les conditions de gagner au moins deux Smic net par mois et que les retraites atteignent rapidement le Smic net pour viser, à terme, les 2 000 € par mois. Comment ? Avec l'exception agriculturelle (la souveraineté agricole face à la mondialisation des échanges), la TVA sociale (sur les produits importés), la mise en place d'un « bouclier » énergétique (pour juguler la flambée des prix de l'énergie), etc. Il faut qu'un travail parlementaire s'engage afin de revoir nos bases sociales et fiscales. Le coût du travail, dans nos fermes, est 58 % plus élevé qu'en Allemagne. Dans le secteur des fruits et légumes, le coût horaire est de 12 € en France contre 4 € en Pologne, 8,70 € en Belgique et aux Pays-Bas et moins de 1 € au Maroc.

Le fonctionnement des Chambres est-il à revoir selon vous ?

Nous militons pour des élections à la proportionnelle, qui assure une meilleure représentativité syndicale. Les Chambres d'agriculture devraient répondre aux demandes de tous les agriculteurs, et pas qu'aux adhérents de la FNSEA. Des sujets importants, comme les conséquences des ondes électromagnétiques sur les élevages, ne sont pas pris en compte. On souhaite une plus grande réactivité et mobilisation en cas d'aléa climatique ou sanitaire. Les Chambres d'agriculture doivent se gérer comme des entreprises agricoles, avec efficacité économique.

Comment jugez-vous vos concurrents ?

La FNSEA essaie de faire croire qu'ils pensent comme nous... Mais en fait, ce syndicat soutient l'agro-industrie, l'internationalisation des coopératives. Ils ne sont pas opposés aux importations déloyales parce qu'ils défendent leurs exportations à partir d'entreprises délocalisées. Quant à la Confédération paysanne, elle ne défend jamais les projets pourtant indispensables de retenue d'eau. Ils sont aussi favorables à des reprises de ferme avec Terres de Liens ou Fève, ce qui revient à financiariser l'agriculture et à transformer les agriculteurs en métayers. Ils défendent également le RSA agricole. C'est peut-être défendable pour les premiers mois d'activité, mais ça ne peut être durable quand on travaille soixante heures par semaine.

Recueilli par
Guillaume LE DU.